

mettre le régime en vigueur. Pendant combien de temps le reste des habitants du Canada, qui paieront, par l'intermédiaire des impôts, la quote-part du gouvernement fédéral des coûts de l'assurance frais médicaux pour ces deux provinces, verseront-ils de l'argent en retour duquel ils ne recevront aucun avantage? Je prétends que ce ne sera pas pendant très longtemps. A cause de la mise en œuvre du régime d'assurance frais médicaux le 1<sup>er</sup> juillet de l'année courante, nous devons dès maintenant faire face aux cours des sept prochaines années à une augmentation des impôts d'un milliard de dollars, répartis également entre le gouvernement fédéral et les provinces aux termes du projet actuel. Quelle est cette philosophie?

Ce qu'il y a d'étrange dans l'attitude de l'opposition officielle, c'est qu'elle a appuyé en substance le même genre de programme. La plupart de ses membres ont d'abord approuvé le régime. Lorsque le critique financier de l'opposition officielle a commencé à parler aujourd'hui, j'ai cru que ses nombreuses années passées en Alberta l'avaient vraiment influencé, car il a d'abord mentionné la réduction du pouvoir d'achat et des inévitables contraintes. Selon lui, ce ralentissement allait nous plonger dans une régression dont personne ne veut. Voilà ce qui arrive lorsque les impôts et les taux d'intérêt montent. Ce qu'il y a de tragique, c'est qu'en voulant développer sa thèse, il a épousé la position du gouvernement et préconisé les politiques du ministre des Finances. D'après lui, il n'existerait pas de solution sensée ou valable au problème que pose une saine administration. Il est temps que nous fassions face à la réalité et que nous comprenions que nous ne pouvons continuer ainsi.

Autre exemple flagrant, entièrement amené par les politiques gouvernementales est la situation actuelle en ce qui concerne les taux d'intérêt. Nous payons actuellement à la Société centrale d'hypothèques et de logement un taux d'intérêt de 8½ p. 100, et l'on nous dit qu'il atteindra 8¾ ou 9 p. 100 à la fin du mois. Les taux d'intérêt des prêts de premier ordre exigés actuellement des clients les mieux cotés des banques, nous a-t-on dit au cours des deux dernières semaines, s'élèvent à 7 p. 100 et doivent être portés à 8 et à 8¼ p. 100. Les taux d'intérêt sur les prêts hypothécaires provenant des sources ordinaires, à l'exclusion des banques et du gouvernement, s'élèvent à 10 p. 100. Je sais qu'on a même exigé ces derniers mois des taux hypothécaires de 12 p. 100. Combien de temps cela peut-il durer?

J'ai effectué l'autre jour quelques recherches sur les dépressions qui ont eu lieu au pays depuis 1902. Inévitablement, dans chaque cas, les dépressions qui ont eu lieu au

Canada ont été précédées de taux d'intérêt anormalement élevés, et ils n'ont jamais été aussi élevés que maintenant. Pourtant, lorsque nous examinons les modifications à la loi sur les banques, nous étions les seuls à nous opposer au relèvement des taux bancaires; le ministre des Finances, le directeur de la Banque du Canada et le président de l'Association des banquiers nous ont tous trois dit que si nous supprimons le plafond établi pour les taux d'intérêt, ces derniers baisseraient dans l'ensemble, et il y aurait plus de fonds disponibles. Ils se sont appliqués à nous assurer qu'il en serait ainsi.

Qu'est-il arrivé? Lisez le compte rendu, tout y est. Jamais, depuis 40 ans, sinon depuis un siècle, les taux d'intérêt n'ont été aussi élevés, du moins en ce qui concerne l'homme ordinaire qui a un urgent besoin d'argent. L'autre soir le ministre de l'Agriculture se vantait que plus d'argent avait été mis à la disposition des agriculteurs depuis plusieurs années sous le gouvernement actuel, et pourtant il est impossible d'obtenir des prêts destinés aux améliorations agricoles, du crédit agricole et mêmes des prêts destinés à l'amélioration domiciliaire parce que les banques ne prêtent pas d'argent à 6 ou 6½ p. 100 quand elles peuvent obtenir 8, 9, 10, 11 ou 12 p. 100. Si la situation est aussi critique aujourd'hui, c'est à cause de l'insuffisance des politiques du gouvernement.

Il est inquiétant de penser que des économistes, le Conseil économique et l'opposition à la Chambre ont mis le gouvernement en garde à maintes reprises; ils lui ont signalé que ses politiques menaient à la confusion financière et à des difficultés économiques. Malgré cela, le gouvernement a préconisé la modification de la loi sur les banques afin que les banques à charte puissent hausser leurs taux d'intérêt au-dessus de 6 p. 100. Le gouvernement est responsable de l'augmentation du taux bancaire qui n'a jamais été aussi élevé. Tout laisse croire qu'il montera encore.

En outre, le gouvernement a encouragé le financement, au taux le plus élevé dans l'histoire de notre pays, d'obligations d'épargne qui ne comportent aucun risque et qui permettent de doubler les fonds en treize ans. C'est du moins ce que dit l'annonce. Nous avons vendu aux États-Unis de l'or, qui est en manque à l'heure actuelle. Nous avons consacré des millions de dollars en subventions à l'industrie des mines d'or. Nous avons vendu cet or au prix où il était évalué il y a une trentaine ou une quarantaine d'années: \$35 l'once. Nous appuyons les États-Unis en disant que nous ne pouvons hausser le prix de l'or, et pourtant c'est la seule marchandise dont la valeur n'a pas, dans le monde actuel, au moins doublé, sinon triplé ou quadruplé